



20^{ième} session du Conseil des droits de l'homme
Dialogue avec les Rapporteurs spéciaux sur le droit à la santé et à l'éducation
Intervention du Luxembourg (19 juin 2012)

Madame la Présidente,

Ma délégation remercie les deux rapporteurs pour leurs rapports et leurs présentations. Elle souligne l'importance de leur travail en relation avec les objectifs du Millénaire pour le développement dont quatre sur huit concernent directement l'éducation ou la santé. Les discussions ont commencé sur le projet d'après 2015. D'où ma première question qui s'adresse à M. SINGH : est-ce que la qualité de l'éducation ne devrait pas faire partie d'un tel projet ?

S'agissant du rapport de Monsieur GROVER, le Luxembourg relève l'importance de la sécurité sociale pour la santé de tous les travailleurs. La semaine dernière, la Conférence Internationale du Travail a adopté, à la quasi-unanimité, une recommandation sur les socles nationaux de protection sociale. Le Luxembourg a d'ailleurs eu le grand honneur d'assurer la présidence de la Commission chargée d'élaborer cette nouvelle norme internationale. Cette recommandation invite tous les Etats membres, en fonction de leur situation nationale, à établir dès que possible une protection sociale de base, voire à renforcer leurs socles de protection sociale qui devraient comporter des garanties élémentaires de sécurité sociale visant à assurer « au minimum à toute personne dans le besoin, tout au long de la vie, l'accès à des soins de santé essentiels et une sécurité élémentaire de revenu ».

Cette recommandation détermine aussi que pour la fixation et le réexamen des niveaux de ces garanties, la participation tripartite avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs ainsi que la consultation d'autres organisations pertinentes et représentatives de personnes concernées devraient être assurées.

Elle comprend aussi des stratégies d'extension de la sécurité sociale qui devraient s'appliquer aux personnes relevant tant de l'économie formelle que de l'économie informelle.

Enfin, le Luxembourg partage pleinement les préoccupations liées aux risques de santé auxquels sont exposés les travailleurs des industries extractives tout comme les travailleurs agricoles victimes d'intoxication aux pesticides et d'autres substances très nocives. En ce qui concerne la protection de ces travailleurs, comment évaluez-vous le rôle à jouer par la société civile ?

Je vous remercie.